

Ville de
La Rochette



ARRÊTÉ N° 2022-ADM-113 du 11 octobre 2022
Domaine n°6 : Libertés Publiques et pouvoir de police

**Portant autorisation temporaire d'occupation du
domaine public au 35 avenue Jean-François Millet et
au 21 rue Henri Matisse - 77000 La Rochette**

Le Maire de la Commune de La Rochette,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route,

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu la demande des pétitionnaires,

Considérant qu'il convient d'autoriser l'occupation du domaine public,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} - Le pétitionnaire,

Société : A&B Charteau – Déménagement transports, représentée par Madame Myriam Charteau
Adresse : 10 bis rue Jean Savu – 94500 Champigny-sur-Marne

est autorisé à occuper le domaine public aux adresses suivantes :

35 avenue Jean-François Millet et au 21 rue Henri Matisse
77000 La Rochette

Pour

**10 mètres linéaires sur les places de stationnement matérialisées en zone bleue pour un
emménagement /déménagement**

Le vendredi 21 octobre 2022, toute la journée

Article 2 – Le stationnement des véhicules autres que le container du pétitionnaire sera interdit sur l'espace visé à l'article 1.

Article 3 – Le pétitionnaire s’engage à neutraliser l’espace réservé en disposant de leurs propres moyens et matériels. Le présent arrêté devra être affiché 48 heures à l’avance sur le matériel permettant de neutraliser l’emplacement.

Article 4 - Les lieux occupés devront être tenus et rendus propres, sans dégradations, les sols devront être protégés par tout moyen utile. En cas de non-respect de la présente disposition, la remise en état des sols devra être réalisée sous un délai maximal de quinze jours.

Article 5 – Le pétitionnaire sera responsable de tout incident ou dommage qui pourrait survenir au domaine public ainsi qu’à des tiers.


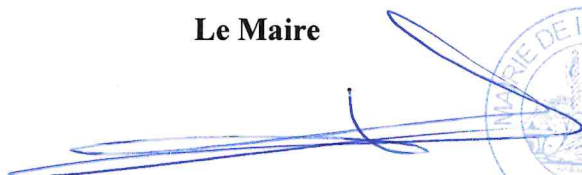
Article 6 – Les contrevenants au présent arrêté seront verbalisés et les véhicules pourront être enlevés par les services de la Police Nationale pour mise en fourrière où ils seront tenus à disposition de leur propriétaire respectif conformément à la réglementation en vigueur

Article 7 - Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le Maire de la Rochette,
Monsieur le Directeur Général des Services
Monsieur le Commissaire de Police de Melun,
La police municipale,
Le pétitionnaire,

Fait à La Rochette, le 11 octobre 2022

Le Maire



Pierre Yvroud

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de la ville de La Rochette, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.